

STATISTIQUES 2001-2002

Statistiques concernant la XII^e législature
(19 juin 2002 - 30 septembre 2002)
pages 57 à 107

LISTE DES SIGLES, DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGNES

GROUPES POLITIQUES

XI^e législature :

Soc.	Groupe socialiste.
R.P.R.	Groupe du Rassemblement pour la République.
U.D.F.	Groupe Union pour la démocratie française-Alliance.
D.L.	Groupe Démocratie libérale et Indépendants.
Com.	Groupe communiste.
N.I.	Députés n'appartenant à aucun groupe (non-inscrits).
App.	Apparentés à un groupe.

XII^e législature :

U.M.P.	Groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.
Soc.	Groupe socialiste.
U.D.F.	Groupe Union pour la démocratie française.
C.R.	Groupe des député-e-s communistes et républicains.
N.I.	Députés n'appartenant à aucun groupe (non-inscrits).
App.	Apparentés à un groupe.

COMMISSIONS PERMANENTES

A.C.	Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.
A.E.	Commission des affaires étrangères.
D.N.	Commission de la défense nationale et des forces armées.
FI	Commission des finances, de l'économie générale et du plan.
LO	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
PR	Commission de la production et des échanges.

DIVERS

al.	Alinéa.
Art.	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
C.M.P.	Commission mixte paritaire.
Cor.	Corrigé.
D.C.	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
L.O.	Loi organique.
PAC	Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.
Pj.	Projet de loi.
Pj. S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
R.	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.

SIGNES

-	Néant.
///	Impossibilité juridique ou pratique.

DEUXIÈME PARTIE

La période couverte par la présente partie débute le 19 juin 2002, jour de l'ouverture de la douzième législature, et prend fin le 30 septembre 2002, veille de l'ouverture de la session ordinaire 2002-2003.

SOMMAIRE

1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE	61
1.1. EFFECTIF DE L'ASSEMBLÉE	62
1.2. EFFECTIFS DES GROUPES	62
1.3. MANDATS, ÂGE ET PROFESSIONS DES DÉPUTÉS	63
1.3.1. Mandats et fonctions antérieurement exercés.....	63
1.3.2. Autres mandats détenus le 19 juin 2002	63
1.3.3. Répartition par groupe et par âge	64
1.3.3.1. Répartition par tranche d'âge et par groupe	64
1.3.3.2. Moyenne d'âge par groupe	64
1.3.4. Répartition par catégorie socio-professionnelle.....	65
1.4. MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE	66
1.4.1. Remplaçants devenus députés	66
1.4.2. Élections partielles	66
1.4.3. Sièges vacants	66
ANNEXE I. – Liste des modifications à la composition de l'Assemblée	97
1.5. CONTESTATIONS D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES	66
1.6. MISSIONS TEMPORAIRES CONFÎÉES PAR LE GOUVERNEMENT	67
ANNEXE II. – Liste des missions temporaires confiées par le Gouvernement	99
1.7. IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES	67
1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté	67
1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite	67
1.8. INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES	67
2. BILAN D'ACTIVITÉ	69
2.1. CONGRÈS DU PARLEMENT	70
2.2. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE	70
2.2.1. Session et séances publiques	70
2.2.2. Impressions parlementaires	71

2.3. COMMISSIONS PERMANENTES ET SPÉCIALES	72	4.8. PROCÉDURE DE VOTE	87
2.3.1. Travaux des commissions	72	4.8.1. Scrutins	87
2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs	73	<i>ANNEXE VI. – Liste chronologique des scrutins publics</i>	104
2.3.2.1. Textes non budgétaires	73	4.8.2. Vérifications du quorum	87
2.3.2.2. Textes budgétaires	73	4.9. INCIDENTS DE SÉANCE	88
2.3.2.3. Rapports d'information	74	4.9.1. Rappels au Règlement	88
2.4. DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES	74	4.9.2. Faits personnels	88
2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne	74	4.9.3. Peines disciplinaires	88
2.4.2. Propositions d'actes communautaires.....	74	4.10. DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	88
<i>ANNEXE III. – Liste des propositions de résolution sur des propositions d'actes communautaires</i>	100	<i>ANNEXE VII. – Liste des décisions du Conseil constitutionnel</i>	105
2.4.3. Offices parlementaires.....	74	5. DÉCLARATIONS ET DÉBATS	89
2.5. AUTRES COMMISSIONS	75	5.1. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT.....	90
2.5.1. Commissions d'enquête	75	5.2. DÉBATS.....	90
2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution	75	6. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE	92
2.5.3. Commissions <i>ad hoc</i>	75	6.1. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	92
3. ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES	77	6.2. MOTIONS DE CENSURE	92
3.1. BILAN LÉGISLATIF	78	<i>ANNEXE VIII. – Liste des engagements de responsabilité du Gouvernement et motions de censure</i>	106
3.1.1. Projets de loi	78	7. QUESTIONS	93
3.1.2. Propositions de loi	79	7.1. QUESTIONS ORALES	94
3.1.3. Récapitulation	80	7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement	94
<i>ANNEXE IV. – Liste chronologique des lois promulguées</i>	101	7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat	94
3.2. TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LE DÉPÔT ET L'ADOPTION DÉFINITIVE	80	7.2. QUESTIONS ÉCRITES	94
3.3. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE LOI	81	7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites	94
3.4. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION	82	7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées	94
4. ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE	83	<i>ANNEXE IX. – Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites</i>	107
4.1. MODALITÉS D'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR	84		
4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire	84		
4.1.2. Ordre du jour complémentaire	84		
4.2. PROCÉDURE D'EXAMEN SIMPLIFIÉE	84		
4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R	84		
4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R	84		
4.3. MOTIONS DE PROCÉDURE	84		
4.4. SECONDES DÉLIBÉRATIONS	84		
4.5. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES ET DÉCLARATIONS D'URGENCE	85		
4.5.1. Commissions mixtes paritaires	85		
<i>ANNEXE V. – Liste des commissions mixtes paritaires</i>	103		
4.5.2. Déclarations d'urgence	85		
4.6. AMENDEMENTS	86		
4.6.1. Origine et sort des amendements	86		
4.6.2. Détail des amendements présentés par les commissions	87		
4.6.3. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs.....	87		
4.7. VOTE BLOQUÉ	87		

1

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE

1. Composition de l'Assemblée

1.1. Effectif de l'Assemblée nationale

Répartition géographique des sièges

– Départements métropolitains	555
– Départements d'outre-mer.....	15
– Territoires d'outre-mer.....	5
– Mayotte	1
– Saint-Pierre-et-Miquelon	1
Total.....	577

1.2. Effectifs des groupes

Groupes	Au 25 juin 2002 ⁽¹⁾			Au 30 septembre 2002		
	Membres	Appa- rentés	Total	Membres	Appa- rentés	Total
U.M.P.	356	9	365	353	11	364
Socialiste.....	140	1	141	140	2	142
Union pour la démocratie française.....	27	2	29	27	2	29
Communiste et républicain.....	21	-	21	22	-	22
Total des groupes	544	12	556	542	15	557
Députés non-inscrits	///	///	21	///	///	19
Total des sièges pourvus			577 ⁽²⁾			576 ⁽³⁾
Sièges vacants	///	///	-	///	///	1
Total des sièges			577			577

(1) Date de remise des déclarations politiques des groupes et de la liste de leurs membres

(2) Dont 56 femmes : 23 U.M.P., 23 Soc., 2 U.D.F., 4 C. R., 4 N.I.

(3) Dont 55 femmes : 23 U.M.P., 23 Soc., 1 U.D.F., 4 C. R., 4 N.I.

1.3. Mandats, âge et professions des députés

1.3.1. Mandats et fonctions antérieurement exercés

	UMP	Soc.	UDF	C. R.	N.I	Total
Anciens députés :						
<i>V^e République</i>						
1 ^{re} législature.....	-	-	-	-	-	-
2 ^e législature	-	-	-	-	-	-
3 ^e législature	2	-	-	-	-	2
4 ^e législature	4	-	-	-	-	4
5 ^e législature	8	1	1	1	-	11
6 ^e législature	18	10	2	6	2	38
7 ^e législature	20	32	1	6	1	60
8 ^e législature	69	31	5	4	4	113
9 ^e législature	90	59	9	8	5	171
10 ^e législature	200	33	13	11	8	265
11 ^e législature	180	123	17	19	13	352
Anciens sénateurs :						
V ^e République.....	2	2	-	1	-	5
Anciens membres des Communautés européennes et du Parlement européen :						
	15	4	2	-	5	26
Anciens Premiers ministres :						
	2	1	-	-	-	3
Anciens membres du gouvernement :						
V ^e République.....	37	24	5	2	4	72

1.3.2. Autres mandats détenus au 19 juin 2002

Mandats ou fonctions	UMP	Soc.	UDF	C. R.	N.I	Total
Maires.....	189	56	14	9	8	276
Conseillers régionaux.....	82	16	5	4	2	109
dont Présidents de Conseil régional.....	2	-	1	-	1	4
Conseillers généraux.....	125	42	15	1	8	191
dont Présidents de Conseil général	10	8	-	-	2	20
Conseillers de Paris.....	7	8	1	-	-	16
Assemblée de Corse.....	1	-	-	-	3	4
Assemblée d'outre-mer	2	-	-	-	-	2

1.3.3. Répartition par groupe et par âge

1.3.3.1. Répartition par tranches d'âge et par groupe

	UMP	Soc.	UDF	C. R.	N.I	Total
De 25 à 29 ans	1	-	-	-	-	1
De 30 à 34 ans	4	-	1	-	-	5
De 35 à 39 ans	24	6	5	-	-	35
De 40 à 44 ans	38	10	2	-	2	52
De 45 à 49 ans	51	18	5	1	2	77
De 50 à 54 ans	77	44	7	5	7	140
De 55 à 59 ans	90	39	4	8	5	146
De 60 à 64 ans	48	15	4	3	2	72
De 65 à 70 ans	20	8	-	3	3	34
Plus de 70 ans	12	1	1	1	-	15
Total.....	365	141	29	21	21	577

1.3.3.2. Moyenne d'âge par groupe

Groupes	Âge moyen
U.M.P.	53 ans 7 mois
Socialiste	54 ans
U.D.F.....	49 ans 10 mois
Communiste et républicain	58 ans 8 mois
Non-inscrits.....	54 ans 10 mois
Moyenne générale.....	53 ans 9 mois

1.3.4. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle au 19 juin 2002

Professions	UMP	Soc.	UDF	C. R.	N.I	Total
Agriculteurs-propriétaires exploitants	12	2	1	-	-	15
Salariés agricoles	-	-	1	-	-	1
Marins (patrons).....	1	-	-	-	-	1
Marins (salariés)	-	-	-	1	-	1
Industriels, chefs d'entreprises industrielles.....	17	1	-	-	1	19
Administrateurs de sociétés.....	12	-	-	-	-	12
Agents d'affaires.....	2	-	-	-	-	2
Agents immobiliers	1	1	-	-	-	2
Commerçants.....	5	-	-	-	-	5
Artisans	3	-	1	-	-	4
Entrepreneurs en bâtiments	1	-	-	-	1	2
Ingénieurs.....	17	5	1	1	2	26
Agents techniques et techniciens.....	2	3	-	4	-	9
Représentants de commerce	1	1	-	-	-	2
Agents d'assurance.....	2	-	-	-	-	2
Cadres supérieurs (secteur privé).....	27	6	4	-	3	40
Autres cadres (secteur privé)	24	5	-	-	1	30
Employés (secteur privé).....	3	3	-	2	-	8
Ouvriers (secteur privé).....	-	1	-	1	1	3
Assistants sociales	1	1	-	-	-	2
Salariés du secteur médical	4	2	-	-	-	6
Médecins.....	24	6	1	1	1	33
Chirurgiens	5	-	1	-	-	6
Dentistes	7	-	-	-	1	8
Vétérinaires.....	5	1	-	-	1	7
Pharmaciens	8	-	-	-	-	8
Sages-femmes	1	-	-	-	-	1
Avocats.....	28	8	2	-	1	39
Notaires.....	1	-	-	-	-	1
Huissiers	1	-	-	-	-	1
Conseillers juridiques.....	1	-	-	-	-	1
Agents généraux d'assurances	4	-	1	-	-	5
Experts comptables.....	3	-	-	-	-	3
Architectes	-	1	-	-	-	1
Journalistes	1	2	2	1	1	7
Autres professions libérales.....	5	5	-	-	-	10
Professeurs de faculté.....	9	11	3	-	1	24
Enseignants : secondaire et technique	17	21	1	-	1	40
Enseignants du premier degré - Directeurs d'écoles.....	3	3	-	3	1	10
Professions rattachées à l'enseignement	5	5	-	3	-	13
Magistrats	5	1	-	-	-	6
Fonctionnaires des grands corps de l'État.....	24	9	3	-	2	38
Fonctionnaires de catégorie A	18	10	-	-	-	28
Fonctionnaires de catégorie B	2	5	1	-	-	8
Fonctionnaires de catégorie C	1	-	-	1	-	2
Pensionnés et retraités civils	6	9	-	3	1	19
Militaires retraités	1	-	-	-	-	1
Cadres de la SNCF	1	-	-	-	-	1
Cadres supérieurs autres entreprises publiques	1	-	1	-	-	2
Cadres autres entreprises publiques.....	4	-	-	-	-	4
Permanents politiques	5	4	-	-	-	9
Autres professions.....	9	5	3	-	1	18
Sans profession déclarée	25	4	2	-	-	31

1.4. Modifications à la composition de l'Assemblée ⁽¹⁾

1.4.1. Remplaçants devenus députés : 22

(Art. L.O. 176-1 du code électoral)

Après :

– décès	–
– nomination à des fonctions ministérielles	22
– nomination au Conseil constitutionnel	–
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	–

1.4.2. Élections partielles : –

(Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d'opérations électorales	–
– cas de vacances autres que ceux mentionnés à l'article L.O. 176 du code électoral	–

1.4.3. Sièges vacants au 30 septembre 2002 : 1

(1) Voir annexe I, p. 97.

1.5. Contestations d'opérations électorales

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
Enregistrées en cours de période	160 ⁽¹⁾	126
Requêtes :		
– devenues sans objet	–	–
– rejetées	63	61
– suivies d'annulation	–	–
En instance au 30 septembre 2002	97	65

(1) Ces nombres ne tiennent pas compte des requêtes n° 2002-2646 et n° 2002-2665, l'une portant sur l'ensemble des circonscriptions où ont été élus des candidats se réclamant de l'Union pour la majorité présidentielle, l'autre sur l'ensemble des circonscriptions à l'exception des deux circonscriptions de la Polynésie française.

1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽¹⁾

Missions confiées au cours de la période	1
Missions en cours au 30 septembre 2002	1

(1) Voir annexe II, p. 99.

1.7. Immunités parlementaires

1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du bureau de l'Assemblée	–
--	---

1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée	–
--------------------------------	---

1.8. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel	–
--	---

2

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en Congrès durant la période couverte par la présente partie de ce recueil.

2.2. Activité générale de l'Assemblée

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSION	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires ⁽¹⁾	Déclarations et censure	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire de 2001-2002 (séances du 25 juin au 27 juin 2002)	3	3	4 h 35						4 h 35 ⁽²⁾
Session extraordinaire de 2001-2002 ⁽³⁾ (séances du 2 juillet au 3 août 2002)	13	23	82 h 50	76 h 45		4 h 40			1 h 25 ⁽⁴⁾
Total	16	26	87 h 25 ⁽⁵⁾	76 h 45		4 h 40			6 h 00

(1) Concernant uniquement la première lecture du projet de loi de finances de l'année.

(2) Dont 4 h 25 à l'occasion de l'élection du Président de l'Assemblée nationale.

(3) A la demande du Premier ministre par décret du 27 juin 2002 portant convocation du Parlement en session extraordinaire (J.O. du 28 juin 2002).

(4) Dont 0 h 10 à l'occasion de la lecture, par le Président de l'Assemblée nationale, du message du Président de la République au Parlement.

(5) Ce qui représente 964 pages du Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale.

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Allocutions	1	8	///	///	1	8
Messages du Président de la République	1	8	///	///	1	8
Déclarations du Gouvernement	1	28	///	///	1	28
Projets de loi	41	1 028	2	288	43	1 316
Propositions de loi	98	1 098	///	///	98	1 098
Propositions de résolution	9	80	///	///	9	80
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	86	5 070	///	///	86	5 070
Rapports législatifs ⁽¹⁾	22	1 488	2	168	24	1 656
Rapports d'information ⁽²⁾	-	-	///	///	-	-
Autres rapports ⁽³⁾	1	40	///	///	1	40
Avis	3	188	1	32	4	220
Total	263	9 036	5	488	268	9 524

(1) Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

(2) Rapports d'information des commissions permanentes.

(3) Rapports déposés par les offices ou les délégations et, le cas échéant, les commissions d'enquête ou la commission des immunités.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions permanentes et spéciales

	Affaires culturelles	Affaires étrangères	Défense nationale	Finances	Lois	Production/échanges	Total
Réunions :							
- nombre	20	7	6	16	11	10	70
- durée.....	33 h 45	8 h 59	9 h 09	23 h 10	17 h 03	18 h 23	110 h 29
<i>dont examen budgétaire</i>	-	-	1 b 55	2 b 10	-	-	4 b 05
Auditions :							
- membres du Gouvernement	17	3	2	6	3	4	35
- autres personnalités	24	1	2	12	6	5	50
<i>dont auditions publiques :</i>							
- membres du Gouvernement	16	-	-	1	1	-	18
- autres personnalités	20	-	-	-	6	-	26
Total.....	41	4	4	18	9	9	85
Examen des textes							
Textes renvoyés en première lecture :							
- projets de loi	2	35	1	3	3	-	44
- propositions de loi	46	-	1	6	74	15	142
- propositions de résolution	-	-	-	4	3	2	9
<i>dont sur PAC</i>	-	-	-	1	-	1	2
Total.....	48	35	2	13	80	17	195
Textes adoptés définitivement :							
- projets de loi	1	19	-	1	3	-	24
- propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-
- propositions de résolution	-	-	-	1	-	-	1
<i>dont sur PAC</i>	-	-	-	1	-	-	-
Total	1	19	-	2	3	-	25
Rapports déposés							
En première lecture :							
- sur des projets de loi	2	11	-	2	3	-	18
- sur des propositions de loi	-	-	-	-	1	-	1
- sur des propositions de résolution	-	-	-	3	-	-	3
<i>dont sur PAC</i>	-	-	-	1	-	-	1
Total	2	11	-	5	4	-	22
<i>dont rapports conjoints</i>	-	5	-	1	-	-	6
En deuxième lecture et lectures suivantes :							
- sur des projets de loi	-	-	-	-	-	-	-
- sur des propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-
Total des rapports	-	-	-	-	-	-	-
Annexes au rapport général	///	///	///	-	///	///	-
Avis							
- sur des projets de loi de finances	-	-	1	///	-	-	1
- tomes des avis budgétaires	-	-	1	///	-	-	1
- sur d'autres projets de loi	-	-	-	2	-	-	2
- sur des propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-
- sur des propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont sur PAC</i>	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	2	2	-	-	4
Missions d'information							
Rapports déposés	-	-	-	-	-	-	-
Rapports d'information budgétaires	///	///	///	-	///	///	-

2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs

2.3.2.1. Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Commissions saisies au fond :						
- projets de loi	13	3	1	-	-	17
- propositions de loi	1	-	-	-	-	1
- propositions de résolution	2	-	1	-	-	3
<i>dont sur PAC</i>	1	-	-	-	-	1
Total	16	3	2	-	-	21
Commissions saisies pour avis :						
- projets de loi	3	-	-	-	-	3
- propositions de loi	-	-	-	-	-	-
- propositions de résolution	-	-	-	-	-	-
<i>dont sur PAC</i>	-	-	-	-	-	-
Total	3	-	-	-	-	3

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Commission des finances :						
- rapporteur général	2	-	-	-	-	2
- rapporteurs spéciaux	-	-	-	-	-	-
Autres commissions (avis) :						
- sur la loi de finances annuelle.....	-	-	-	-	-	-
- sur les autres lois de finances	-	-	-	-	1	1

2.3.2.3. Rapports d'information

Aucun rapport d'information n'a été déposé durant la période couverte par la présente partie du recueil.

2.4. Délégations et offices parlementaires

2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

Réunions		Auditions		Nombre de		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution examinés	Propositions de résolution déposées
8	15 h 40	2	2	2 ⁽¹⁾	74	1

2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽²⁾

Textes en instance au 19 juin 2002	262
Textes transmis durant la période	75
Textes retirés ou devenus définitifs	15
Textes en instance au 30 septembre 2002	322

2.4.2. Autres délégations

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire	1	0 h 40	–	–	–
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	2	1 h 20	1	–	–

2.4.3. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	–	–	–	–	–
Office parlementaire d'évaluation de la législation	–	–	–	–	–

(1) Dont 1 rapport d'information examinant, en application de l'article 151-1 du Règlement, l'ensemble des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution et concluant, pour certains d'entre eux, à des propositions de résolution.

(2) Voir annexe III la liste des propositions de résolution adoptées sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution (p. 100). Voir aussi, ci-après, 3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution.

2.5. Autres commissions

2.5.1. Commissions d'enquête

Aucune commission d'enquête n'a été constituée durant la période couverte par la présente partie du recueil.

2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution

Cette commission s'est réunie le 28 juin 2002 afin d'élire son bureau.

2.5.3. Commissions *ad hoc*

Aucune commission *ad hoc* n'a été constituée durant la période couverte par la présente partie du recueil.

3

ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES

3. Etat d'examen des textes

3.1. Bilan législatif

3.1.1. Projets de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée depuis le 19 juin 2002	16	16	32
Redéposés à l'Assemblée au début de la législature ⁽²⁾	-	12	12
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2002	25	1	26
Total.....	41	29	70
Textes retirés.....	-	-	-
Total des textes pris en compte	41	29	70

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	À l'Assemblée nationale	///	-	-	-	-	-
	Au Sénat	4	-	-	-	2	6
Textes déposés au Sénat	À l'Assemblée nationale	16	-	-	-	1	17
	Au Sénat	///	-	-	-	1	1
Total		20	-	-	-	4	24
Rejets		-	-	-	-	///	-

En instance au 30 septembre 2002		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale		20	-	-	-	-	20
Au Sénat.....		23 ⁽³⁾	3	-	-	-	26
Total.....		43	3	-	-	-	46

(1) Il s'agit uniquement des projets déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.
 (2) Il s'agit des textes qui ont fait l'objet d'au moins une lecture à l'Assemblée ou au Sénat, qui étaient en instance à l'Assemblée au 18 juin 2002 et qui ont été redéposés en l'état au début de la présente législature.
 (3) Il s'agit uniquement des projets déposés en premier lieu à l'Assemblée nationale et adoptés par celle-ci.

3.1.2. Propositions de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés à l'Assemblée depuis le 19 juin 2002	98	-	98 ⁽²⁾
Redéposés à l'Assemblée au début de la législature ⁽³⁾	1	44 ⁽⁴⁾	45
En instance au Sénat au 18 juin 2002.....	32	5	37
Total	131	49	180
Textes retirés.....	-	///	-
Total des textes pris en compte	131	49	180

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	À l'Assemblée nationale	///	-	-	-	-	-
	Au Sénat	-	-	-	-	-	-
Textes déposés au Sénat	À l'Assemblée nationale	-	-	-	-	-	-
	Au Sénat	///	-	-	-	-	-
Total.....		-	-	-	-	-	-
Rejets		-	-	-	-	-	-

En instance au 30 septembre 2002		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale		142	1	-	-	-	143
Au Sénat		29 ⁽⁵⁾	8	-	-	-	37
Total.....		171	9	-	-	-	180

(1) Il s'agit uniquement des propositions de loi déposées au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.
 (2) Dont 6 propositions de loi constitutionnelle et 4 propositions de loi organique.
 (3) Il s'agit des textes qui ont fait l'objet d'au moins une lecture à l'Assemblée ou au Sénat, qui étaient en instance à l'Assemblée au 18 juin 2002 et qui ont été redéposés en l'état au début de la présente législature.
 (4) Dont 2 propositions de loi constitutionnelle et 3 propositions de loi organique.
 (5) Il s'agit uniquement des propositions déposées en premier lieu à l'Assemblée nationale et adoptées par celle-ci.

3.1.3. Récapitulation

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées ⁽¹⁾
Projets de loi	70	24	24 ⁽²⁾
Propositions de loi	180	-	-
Total	250	24	24

3.2. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 9 mois	9 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans	Durée moyenne
Projets	Dépôts Assemblée nationale	2	1	-	-	-	2	2	-	233 jours
	Dépôts Sénat	2	-	-	1	5	2	3	4	229 jours
Propositions	Dépôts Assemblée nationale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Dépôts Sénat	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Voir annexe VI, p. 104 liste chronologique des lois promulguées.

(2) Dont 19 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

3.3. Répartition par groupe des propositions de loi

Propositions	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Enregistrées	60	3	12	5	18	98
Irrecevables au dépôt (art. 40 C).....	-	-	-	-	-	-
Déposées	60	3	12	5	18	98
Retirées	-	-	-	-	-	-
Irrecevables en séances :						
- art. 40 C	-	-	-	-	-	-
- art. 41 C	-	-	-	-	-	-
Rejetées.....	-	-	-	-	-	-
Adoptées définitivement	-	-	-	-	-	-

3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution

Objet de la proposition	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Modification du Règlement :						
• déposées	1	1	-	-	-	2
• adoptées	-	-	-	-	-	-
Constitution de commission d'enquête :						
• déposées	3	-	-	2	-	5
• rejetées	-	-	-	-	-	-
• adoptées	-	-	-	-	-	-
Sur propositions d'actes communautaires :						
• déposées :						
– par un rapporteur de la délégation UE	1	-	-	-	-	1
– par un député	-	-	-	1	-	1
• considérées comme adoptées	1	-	-	-	-	1
• adoptées en séance publique	-	-	-	-	-	-
Suspension de détention ou de poursuites :						
• déposées	-	-	-	-	-	-
• adoptées	-	-	-	-	-	-
Mise en accusation devant la Haute Cour de justice :						
• déposées	-	-	-	-	-	-
• adoptées	-	-	-	-	-	-

4

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire en application de l'art. 48, al. 3, C

Aucun texte n'a été inscrit à l'ordre du jour dans le cadre de l'article 48.3 durant la période couverte par la présente partie du recueil.

4.1.2. Ordre du jour complémentaire

Aucun ordre du jour complémentaire n'a été examiné durant la période couverte par la présente partie du recueil.

4.2. Procédure d'examen simplifiée

4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R

Textes ayant fait l'objet d'une demande	-
– oppositions	-
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	-

4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R (traités ou conventions)

Textes ayant fait l'objet d'une demande	12
– oppositions	-
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	12

4.3. Motions de procédure

(Art. 91 et 128 du Règlement) ⁽¹⁾

	Mises aux voix	Adoptées
Exception d'irrecevabilité	5	-
Question préalable	5	-
Renvoi en commission	5	-
Demande d'ajournement	-	-

(1) Ces nombres concernent uniquement les motions déposées sur les textes examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

4.4. Secondes délibérations

Demandes :

– du Gouvernement	-
– d'une commission	-
– d'un député	-

4.5. Commissions mixtes paritaires et déclarations d'urgence

4.5.1. Commissions mixtes paritaires ⁽¹⁾

	Projets	Propositions	Total
1. Demandes, après :			
• Première lecture (<i>urgence, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale</i>)	4	-	4
• Deuxième lecture	-	-	-
• Lectures suivantes.....	-	-	-
Total.....	4	-	4
2. Rapports déposés :			
• Rapports positifs.....	4	-	4
• Rapports négatifs.....	-	-	-
Total.....	4	-	4
3. Suite de la procédure :			
• Adoption conforme sur le texte CMP	4	-	4
– dont à l'Assemblée nationale	1	-	1
• avec amendements	-	-	-
• sans amendement.....	-	-	-
– dont au Sénat	3	-	3
• avec amendements	-	-	-
• sans amendement.....	-	-	-
• Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	-	-	-
• Adoption en lecture définitive	-	-	-
– dernier texte Assemblée nationale	-	-	-
• avec amendements	-	-	-
• sans amendement.....	-	-	-
– Texte CMP.....	-	-	-
• Textes restant en instance.....	-	-	-
Total.....	4	-	4

(1) Voir annexe V, p. 103.

4.5.2. Déclarations d'urgence

Déclarations d'urgence.....	3
dont :	
– sur des projets de loi	3
– sur des propositions de loi	-

4.6. Amendements

4.6.1. Origine et sort des amendements

Amendements transmis à la Présidence ⁽¹⁾	Gouvernement	Commissions	Députés (auteur ou premier signataire)					Total
			UMP	Soc.	UDF	CR	NI	
Enregistrés	3	138	148	148	88	65	70	660
Irrecevables au dépôt :								
– Art. 40 ou L.O. relative aux lois de finances ⁽²⁾	///	3	9	4	4	1	2	23
.....– Art. L.O. 113 du code de la sécurité sociale ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-	-
Irrecevables en séance :								
.....– Art. 40 ou L.O. relative aux lois de finances ⁽²⁾	///	-	-	1	-	-	4	5
.....– Art. L.O. 113 du code de la sécurité sociale ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 41 C ⁽⁴⁾	///	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 44 C ⁽⁵⁾	///	///	-	-	-	-	-	-
– Art. 98, alinéa 5, R ⁽⁶⁾	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 127 R ⁽⁷⁾	-	-	-	-	-	-	-	-
Recevables	3	135	139	143	84	64	64	632
Retirés avant discussion	-	2	46	39	6	1	2	96
Adoptés	3	125	28	3	7	3	-	169

(1) Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) Irrecevabilité financière : création ou aggravation d'une charge publique ou diminution des ressources publiques ou ne relevant pas du domaine de la loi de finances.

(3) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine des lois de financement de la sécurité sociale.

(4) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi.

(5) Irrecevabilité des amendements non soumis antérieurement à la commission.

(6) Irrecevabilité des amendements « hors du cadre » du projet ou de la proposition de loi.

(7) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi organique.

4.6.2. Détail des amendements présentés par les commissions

Détail des amendements présentés par les commissions	Signés par le rapporteur seul	Contresignés par un commissaire (auteur ou premier signataire)					Total
		UMP	Soc.	UDF	CR	NI	
Enregistrés	119	19	-	-	-	-	138
Irrecevables	3	-	-	-	-	-	3
Recevables	116	19	-	-	-	-	135
Retirés avant discussion	2	-	-	-	-	-	2
Adoptés	108	17	-	-	-	-	125

4.6.3. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs ⁽¹⁾

Nombre d'amendements adoptés ⁽²⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200
Nombre de textes définitifs.....	19 ⁽³⁾	2	-	2	1	-	-	-

(1) Voir aussi annexe VI, p. 104, liste chronologique des lois promulguées.

(2) Ces nombres concernent les amendements adoptés à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

(3) Il s'agit des 19 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux non susceptibles de faire l'objet d'amendements (art. 128 du Règlement).

4.7. Vote bloqué

Nombre de demandes

4.8. Procédures de vote

4.8.1. Scrutins

Scrutins publics ordinaires.....	8
dont :	
– sur des motions de procédure	1
– sur le passage à la discussion des articles	-
– sur des textes	-
Scrutins publics à la tribune.....	1
Scrutins secrets (élection du Président de l'Assemblée nationale).....	2

4.8.2. Vérifications du quorum..... -

4.9. Incidents de séance

4.9.1. Rappels au Règlement.....	10
4.9.2. Faits personnels	-
4.9.3. Peines disciplinaires.....	-

4.10. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽¹⁾

Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution	-
Application de l'article 41 de la Constitution.....	-
Application de l'article 54 de la Constitution.....	-
Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution.....	-
<i>dont :</i>	
– <i>Lois organiques</i>	-
– <i>Règlement des Assemblées</i>	-
Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	3

(1) Voir annexe VII, p. 105.

5

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats

5.1. Déclarations du Gouvernement..... -

(Article 132 du Règlement)

dont :

- avec débat..... -
- sans débat..... -

5.2. Débats

Application de l'article 143, alinéa 2, du Règlement..... -

6

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure

6.1. Engagements de responsabilité ⁽¹⁾ du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution.....	1
<i>dont :</i>	
– <i>sur son programme</i>	-
– <i>sur une déclaration de politique générale</i>	1
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	-

6.2. Motions de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution	-
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	-

⁽¹⁾ Voir annexe VIII, p. 106.

7

QUESTIONS

7. Questions

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement

Aucune séance de questions au Gouvernement ne s'est tenue durant la période couverte par la présente partie du recueil.

7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat

Aucune séance de questions orales sans débat ne s'est tenue durant la période couverte par la présente partie du recueil.

7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses publiées du 19 juin au 30 septembre 2002 ⁽¹⁾

Groupes	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions publiées.....	2 569	752	208	183	148	3 860
Nombre de questions après retrait.....	2 565	752	208	183	148	3 856
Nombre de réponses.....	294	43	22	19	8	386

7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites « signalées »

Aucune question écrite signalée n'a été enregistrée durant la période couverte par la présente partie du recueil.

ANNEXES

(1) La répartition des réponses des ministres aux questions écrites figure en annexe IX, p. 107.

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée

Remplaçants devenus députés

Cause et date du remplacement	Député remplacé	Circonscription	Nom du remplaçant	Notification du remplacement
Nomination à des fonctions ministérielles :				
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Nicolas Sarkozy (U.M.P.)	Hauts-de-Seine (6 ^e)	Joëlle Ceccaldi-Raynaud (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	François Fillon (U.M.P.)	Sarthe (4 ^e)	Marc Joulaud (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Dominique Perben (U.M.P.)	Saône-et-Loire (5 ^e)	Dominique Juillot (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Michèle Alliot-Marie (U.M.P.)	Pyrénées-Atlantiques (6 ^e)	Daniel Poulou (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Gilles de Robien (U.D.F.)	Somme (2 ^e)	Olivier Jardé (U.D.F.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Roselyne Bachelot-Narquin (U.M.P.)	Maine-et-Loire (1 ^{re})	René Bouin (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Jean-François Mattei (U.M.P.)	Bouches-du-Rhône (2 ^e)	Dominique Tian (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Hervé Gaymard (U.M.P.)	Savoie (2 ^e)	Vincent Rolland (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Patrick Devedjian (U.M.P.)	Hauts-de-Seine (13 ^e)	Georges Siffredi (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Pierre-André Wiltzer (U.M.P.)	Essonne (4 ^e)	Nathalie Kosciusko-Morizet (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	François Loos (U.M.P.)	Bas-Rhin (8 ^e)	Frédéric Reiss (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 7 mai 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Jean-Louis Borloo (U.M.P.)	Nord (21 ^e)	Cécile Gallez (App. U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Christian Jacob (U.M.P.)	Seine-et-Marne (4 ^e)	Ghislain Bray (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Nicole Ameline (U.M.P.)	Calvados (4 ^e)	Yves Boisseau (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Jean-François Copé (U.M.P.)	Seine-et-Marne (6 ^e)	Roger Boullonnois (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Marie-Thérèse Boisseau (U.M.P.)	Ille-et-Vilaine (6 ^e)	Daniel Prévost (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Renaud Dutreil (U.M.P.)	Aisne (5 ^e)	Daniel Gard (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Dominique Bussereau (U.M.P.)	Charente-Maritime (4 ^e)	Jean-Claude Beaulieu (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Henri Plagnol (U.M.P.)	Val-de-Marne (1 ^{re})	Pierre-Louis Fagniez (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Léon Bertrand (U.M.P.)	Guyane (2 ^e)	Juliana Rimane (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Pierre Bédier (U.M.P.)	Yvelines (8 ^e)	André Samitier (App. U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)
- 17 juin 2002 (J.O. 18 juin 2002)	Renaud Muselier (U.M.P.)	Bouches-du-Rhône (5 ^e)	Bruno Gilles (U.M.P.)	19 juillet 2002 (J.O. 20 juillet 2002)

Sièges vacants

Cause	Députés dont le mandat a cessé	Circonscription	Date de vacance
Démissions volontaires : – 26 septembre 2002 (<i>J.O.</i> 27 septembre 2002)	Anne-Marie Idrac (U.D.F.)	Yvelines (3 ^e)	27 septembre 2002

Annexe II**Missions temporaires
confiées par le Gouvernement**

Députés concernés	Ministres concernés	Date du début et de la fin de mission
Geneviève Levy (U.M.P.) Var	- SE Personnes handicapées - SE Transports et mer	6 août 2002

Annexe III

Propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la constitution

Propositions de résolution considérées comme définitives

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la constitution	N°s des propositions de résolution (n° du rapport, commission saisie au fond)	Considérées comme définitives le
Proposition de résolution sur l'avant-projet du budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2003 (E 2030)	N°s 27 (et 54, FI)	25 juillet 2002

Annexe IV

Liste chronologique des lois promulguées (1) (2) (3)

- 19 juillet 2002 – Loi n° 2002-1004 autorisant l'approbation de la convention pour la protection du Rhin (ensemble une annexe et un protocole de signature) (*J.O.* du 20 juillet 2002) (Pj. AN).
- 19 juillet 2002 – Loi n° 2002-1005 autorisant la ratification des amendements à l'accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (*J.O.* du 20 juillet 2002) (Pj. AN).
- 19 juillet 2002 – Loi n° 2002-1006 autorisant la ratification de la convention de Londres relative à l'aide alimentaire (*J.O.* du 20 juillet 2002) (Pj. AN).
- 6 août 2002 – Loi n° 2002-1031 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 21 octobre 1976 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun (*J.O.* du 7 août 2002) (Pj. S.).
- 6 août 2002 – Loi n° 2002-1032 autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention du 23 juillet 1990 relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées (*J.O.* du 7 août 2002) (Pj. S.).
- 6 août 2002 – Loi n° 2002-1033 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel), modifiée par les avenants du 14 novembre 1984 et du 7 avril 1995 (*J.O.* du 7 août 2002) (Pj. S.).
- 6 août 2002 – Loi n° 2002-1034 autorisant la ratification de l'accord aux fins de l'application des dispositions de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (ensemble deux annexes) (*J.O.* du 7 août 2002) (Pj. S.).
- 6 août 2002 – Loi n° 2002-1035 autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord entre l'Agence de coopération culturelle et technique et le Gouvernement de la République française relatif au siège de l'Agence et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (*J.O.* du 7 août 2002) (Pj. S.).
- 6 août 2002 – Loi n° 2002-1036 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion et la fraude fiscales et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, sur la fortune et sur les successions (ensemble un protocole), (*J.O.* du 7 août 2002) (Pj. S.).
- 6 août 2002 – Loi n° 2002-1037 autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Commission internationale de l'état civil (*J.O.* du 7 août 2002) (Pj. S.).
- 6 août 2002 – Loi n° 2002-1038 autorisant l'approbation de l'accord du 20 août 1971 relatif à l'Organisation internationale de télécommunication par satellites " INTELSAT " tel qu'il résulte des amendements adoptés à Washington le 17 novembre 2000 (*J.O.* du 7 août 2002) (Pj. S.).
- 6 août 2002 – Loi n° 2002-1039 autorisant la ratification du protocole contre le trafic illicite des migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée (*J.O.* du 7 août 2002) (Pj. S.).
- 6 août 2002 – Loi n° 2002-1040 autorisant la ratification de la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée (*J.O.* du 7 août 2002) (Pj. S.).
- 6 août 2002 – Loi n° 2002-1041 autorisant la ratification du protocole additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (*J.O.* du 7 août 2002) (Pj. S.).
- 6 août 2002 – Loi n° 2002-1042 autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'organisation européenne de télécommunication par satellite EUTELSAT (*J.O.* du 7 août 2002) (Pj. S.).
- 6 août 2002 – Loi n° 2002-1043 autorisant la ratification du protocole relative à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées (*J.O.* du 7 août 2002) (Pj. S.).
- 6 août 2002 – Loi n° 2002-1044 autorisant l'approbation de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le Gouvernement de la République française et l'organisation de la République du Paraguay (*J.O.* du 7 août 2002) (Pj. S.).
- 6 août 2002 – Loi n° 2002-1045 autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay (*J.O.* du 7 août 2002) (Pj. S.).
- 6 août 2002 – Loi n° 2002-1046 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay (*J.O.* du 7 août 2002) (Pj. S.).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Voir le tome 96 du Recueil des lois de l'Assemblée nationale pour les travaux préparatoires.

(3) Le titre de la loi est éventuellement suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

20. 6 août 2002 – Loi de finances rectificative pour 2002 n° 2002-1050 (*J.O.* du 8 août 2002) (Pj. AN) (4 adts)
21. 6 août 2002 – Loi n° 2002-1062 portant amnistie (*J.O.* du 9 août 2002) (Pj. AN) (30 adts)
22. 29 août 2002* – Loi n° 2002-1094 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure (*J.O.* du 30 août 2002) (Pj. AN) (42 adts)
23. 29 août 2002* – Loi n° 2002-1095 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise (*J.O.* du 30 août 2002) (Pj. S.) (7 adts)
24. 9 septembre 2002* – Loi n° 2002-1138 d'orientation et de programmation pour la justice (*J.O.* du 10 septembre 2002) (Pj. S.) (86 adts)

Annexe V

Commissions mixtes paritaires

Texte	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Amnistie Pj. AN n° 19 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	25 juillet 2002	3 août 2002 Assemblée Nationale	3 août 2002 Adoption conforme au Sénat
Loi de finances rectificative pour 2002 Pj. AN n° 29 Après 1 ^{re} lecture	30 juillet 2002	1 ^{er} août 2002 Assemblée Nationale	1 ^{er} août 2002 Adoption conforme au Sénat
Soutien à l'emploi des jeunes Pj. S. n° 107 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	31 juillet 2002	1 ^{er} août 2002 Sénat	1 ^{er} août 2002 Adoption conforme à l'Assemblée Nationale
Justice Pj. S. n° 154 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	2 août 2002	3 août 2002 Assemblée Nationale	3 août 2002 Adoption conforme au Sénat

Annexe VI

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutin public à la tribune

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
1	03.07	La déclaration de politique générale du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin (application de l'article 49, alinéa premier de la Constitution).	374	173	2

2. Scrutins publics ordinaires

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
2	18.07	Les amendements n° 9 de M. Bonrepaux, n° 31 de M. Vaxès et n° 38 de M. Cochet tendant à supprimer l'article premier de la loi de finances rectificative pour 2002 (réduction de l'impôt sur le revenu acquitté en 2002)	16	40	0
3	18.07	L'amendement n° 11 de M. Bonrepaux après l'article 2 du projet de loi de finances rectificative pour 2002 tendant à l'ouverture du droit à des attributions du Fonds de compensation pour la TVA afin de réparer les dommages directement causés par les intempéries des 6 et 7 juin 2002.	18	29	0
4	30.07	L'amendement n° 9 du M. Gremetz à l'article premier (art 322-4-6-1 du code du travail) du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise (limitation du bénéfice du dispositif de soutien de l'Etat aux entreprises employant au maximum 250 salariés).	20	71	1
5	31.07	L'amendement n° 3 de M. Gremetz à l'article premier (art. L.322-4-6-1 du code du travail) du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise (obligation de formation professionnelle pour les employeurs bénéficiaires du soutien de l'Etat).	26	139	1
6	31.07	L'amendement n° 29 corrigé de MM. Salles et Rodolphe Thomas à l'article 2 du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise (obligation de la conclusion d'une convention sur l'accompagnement des salariés embauchés dans le cadre du dispositif).	63	190	1
7	31.07	Les amendements n° 5 de M. Gremetz, n° 20 de Mme Billard et n° 91 de M. Gorce tendant à supprimer l'article 3 du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise (financement du régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle par une contribution spécifique).	51	200	0
8	31.07	L'amendement n° 53 de M. Christian Paul avant l'article premier du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise (relatif à la consolidation des emplois d'utilité sociale créés par les associations).	50	217	2
9	31.07	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Ayrault au projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice	52	173	0

3. Scrutins secrets

Premier et deuxième tours de scrutin pour l'élection du Président de l'Assemblée nationale (séance du 25 juin 2002).

Annexe VII

Décisions du Conseil constitutionnel

A. – Conformité à la Constitution des lois ordinaires (Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise	Plus de 60 députés 5.08.2002	2002-459 DC du 22.08.2002	30.08.2002	Conforme
Loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure	Plus de 60 députés 5.08.2002	2002-460 DC du 22.08.2002	30.08.2002	Partiellement contraire
Loi d'orientation et de programmation pour la justice	Plus de 60 députés 5.08.2002 Plus de 60 sénateurs 6.08.2002	2002-461 DC du 29.08.2002	10.09.2002	Partiellement contraire

Annexe VIII

Engagements de responsabilité et censure

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution

Date	Objet	Scrutin public à la tribune	
		Pour	Contre
3 juillet 2002	Déclaration de politique générale (M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre)	374	173

Annexe IX

Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre	0
Affaires étrangères	16
Affaires étrangères (SE)	0
Affaires européennes	7
Affaires sociales, travail et solidarité.....	7
Agriculture, alimentation et pêche.....	22
Anciens combattants	26
Budget.....	6
Commerce extérieur.....	0
Coopération et francophonie	0
Culture et communication	16
Défense	25
Développement durable	0
Ecologie	3
Economie	58
Enseignement scolaire	5
Équipement, transports et logement.....	21
Famille	23
Fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire.....	7
Industrie	8
Intérieur	58
Jeunesse et éducation nationale	27
Justice.....	11
Libertés locales.....	1
Outre-mer	0
Parité	0
Personnes âgées.....	0
Personnes handicapées.....	0
PME, commerce, artisanat, professions libérales et consommation	17
Précarité et exclusion.....	0
Programmes immobiliers de la justice.....	0
Recherche	2
Réforme de l'Etat.....	0
Relations avec le Parlement	1
Santé	13
Sports	1
Tourisme	2
Transports et mer.....	3
Ville.....	0
Total	386

